



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-90388>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-90388**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique - Service du numérique

Forme juridique de l'acheteur : Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur : Affaires économiques

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Prestations de mise en oeuvre d'un service de lutte contre le cybersquattage des signes identitaires de l'Etat français, pour les besoins de la Direction des Affaires Juridiques du MEFSIN.

Description : Prestations de mise en oeuvre d'un service de lutte contre le cybersquattage des signes identitaires de l'Etat français, pour les besoins de la Direction des Affaires Juridiques du MEFSIN.

Identifiant de la procédure : 7dfbe05d-16ea-4911-9fb5-dd5252274f05

Identifiant interne : CA-01-2024-CYBERSQUATTAGE

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 72500000 Services informatiques

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 48730000 Logiciels de sécurité

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville : PARIS

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les prestations sont exécutées dans les conditions énoncées au CCTP et réalisées à distance dans les locaux du titulaire. Seules les réunions de suivi (comitologie) et les formations sont effectuées soit à distance, soit dans les locaux de l'APIE à Paris.

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,600,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 4,800,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Autres motifs obligatoires d'exclusion tels que prévus par le Code de la Commande Publique et dans le DCE.

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Prestations de mise en oeuvre d'un service de lutte contre le cybersquattage des signes identitaires de l'Etat français.

Description : Prestations de mise en oeuvre d'un service de lutte contre le cybersquattage des signes identitaires de l'Etat français, pour les besoins de la Direction des Affaires Juridique-Mission Appui au Patrimoine Immatériel de l'Etat (APIE) du MEFSIN.

Identifiant interne : CA-01-2004-CYBERSQUATTAGE

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72500000 Services informatiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 48730000 Logiciels de sécurité

Options :

Description des options : Accord-cadre reconductible 3 fois pour une durée de 12 mois.

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les prestations sont exécutées dans les conditions énoncées au CCTP et réalisées à distance dans les locaux du titulaire. Seules les réunions de suivi (comitologie) et les formations sont effectuées soit à distance, soit dans les locaux de l'APIE à Paris.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 23/11/2024

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici : En application de l'article R21227 du code, l'acheteur peut conclure un marché de prestations similaires avec le titulaire du marché.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,600,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 4,800,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Lorsque le candidat attributaire de l'accord cadre est constitué en groupement, il optera avant la notification de l'accord-cadre pour la forme soit de groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. Dans tous les cas, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, en ce qui concerne l'exécution de l'accord-cadre.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : Chiffres d'affaires

Description : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Effectifs

Description : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Références

Description : Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant la date, le destinataire public ou privé et, le cas échéant, le montant. Pour les candidats dans l'impossibilité, à raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de fournir l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et /ou des cadres de l'entreprise. Les soumissionnaires peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables et que ces informations soient adaptées aux exigences de la personne publique.

Utilisation de ce critère : Utilisé

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 1 Qualité technique à 60 points avec 2 sous-critères : 1) N1 noté sur 10 points (coef 4) : méthodologie proposée pour répondre aux besoins. Le candidat décrit : Méthode de travail - Modalités mises en oeuvre pour traiter les demandes urgentes (notamment menaces avérées nécessitant une alerte et une action rapides) - Modalités de collaboration avec l'administration sur l'ensemble des prestations ainsi que sur le suivi général du marché. 2) N2 noté sur 10 points (coef 2) : organisation, qualification et expérience de l'équipe dédiée aux prestations. Le candidat décrit : Présentation de l'équipe dédiée (dimensionnement et organisation : référent pour l'administration, répartition des compétences ; etc.) -Curriculum Vitae ou équivalent faisant apparaître les qualifications/expériences/formations des intervenants.

Pondération (points, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 2 environnemental jugé sur 5 points (coef 1) : politique environnementale de l'entreprise en lien avec l'objet du marché. Il est rappelé que les éléments produits au titre de l'offre pour le critère environnemental doivent être directement rattachés à l'objet du marché ou au mode d'exécution des prestations. Tout élément en lien avec la politique générale du candidat ne sera pas valorisé. Le candidat décrit : Respect de l'éco-conception (ex. optimisation du code, paramétrage sobre, architecture modulaire et frugale, mesure de la performance) - Formation/sensibilisation aux enjeux environnementaux des intervenants de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations - Préconisations pour une meilleure performance environnementale des prestations objets du marché au titre : Du pilotage des prestations. Des environnements de test/préproduction. Du rythme des montées de version hors contraintes de cybersécurité. Du suivi de ces préconisations (tableaux de bord, autre).

Pondération (points, valeur exacte) : 5

Critère :

Type : Prix

Description : Critère prix à hauteur de 35 points sur la base d'un panier de prestations.

Pondération (points, valeur exacte) : 35

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 16/09/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 16/09/2024 à 12:05

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : En application de l'article R2182-1 du Code de la commande publique, un délai de 11 jours entre la date de transmission par courriel du rejet de l'offre et la signature du marché sera respecté par l'administration. Durant ce délai, un référé précontractuel contre la procédure de passation du contrat peut être exercé. Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-Et-garonne, req. N o 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat

administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique - Service du numérique

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique - Service du numérique

Organisation qui traite les offres : Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique - Service du numérique

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique - Service du numérique

Numéro d'enregistrement : 13001334500017

Département : Service du numérique

Adresse postale : 139 rue de Bercy 75572 PARIS Cedex 12

Ville : Paris

Code postal : 75012

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Mme Anna CIESLIK

Adresse électronique : anna.cieslik@finances.gouv.fr

Téléphone : 01-53-18-97-08

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0006

Nom officiel : Tribunal Administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Département : Organisation chargée des procédures de recours. Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours.

Adresse postale : 7 rue de Jouy PARIS CEDEX 04 75181

Ville : Paris

Code postal : 75181

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : +33 144594400

Télécopieur : +33 144594646

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0005

Nom officiel : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Numéro d'enregistrement : 13001334500017

Département : Organisation chargée des procédures de médiation

Adresse postale : 139 rue de Bercy 75572 PARIS Cedex 12

Ville : PARIS 12

Code postal : 75012

Pays : France

Adresse électronique : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

Téléphone : 01 53 18 32 17

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 6e9242a1-fdc3-4be1-a075-28a0e0f4a3c8 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 31/07/2024 à 12:28

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 31/07/2024